

Qui veut des millions ?

Les pêcheurs entre les mains des fondations, des lobbies environnementalistes et des fonds d'investissements.

Depuis les années 90 et le choc de l'effondrement du stock de morue au Canada, on a assisté à un engagement massif de grosses fondations anglo-saxonnes dans la préservation des océans. Le rôle de Pew dans l'élaboration de la stratégie et sa mise en œuvre, aux Etats-Unis, en Europe et au niveau mondial avec la « Global Ocean Commission » est bien connu et analysé. Pew se définit aujourd'hui comme une ONGE intervenant directement et non plus seulement comme une fondation, curieux mélange. Pew dépenserait chaque année 100 millions \$ pour la protection des océans. D'autres fondations se sont également engagées massivement avec des priorités et des stratégies variées, mais généralement basées sur l'environnementalisme de marché. Ces stratégies évoluent et de nouveaux acteurs financiers apparaissent chaque année pour orienter et contrôler les politiques mises en œuvre pour « sauver » les océans.

La promotion des QIT (Quotas individuels transférables)

Les stratégies d'environnementalisme de marché comportent deux volets, le contrôle de la pêche et des pêcheurs et le contrôle par les marchés. Le lobby conservationniste Environmental Defense Fund (EDF) joue un rôle majeur dans la promotion des Quotas Individuels Transférables (Catch shares) aux Etats-Unis, en Amérique Latine et plus récemment en Europe. L'une de leur vice-présidente, Jane Lubchenco, a été à la tête de l'administration des pêches et des océans (NOAA) sous l'administration d'Obama¹. Elle considère, avec EDF, que cette politique de privatisation des droits de pêche a été à l'origine du succès de la politique américaine de restauration des stocks. Elle a surtout abouti à une concentration des droits de pêche, à l'élimination de milliers d'emplois et de bateaux : disparition de 3700 bateaux et de 18 000 emplois dans les pêcheries concernées par cette politique avant 2010². En réalité, c'est d'abord l'application de quotas stricts et leur contrôle qui explique ce succès. La mise en œuvre des QIT a principalement un objectif économique, réduire le nombre de bateaux pour dégager le maximum de profit pour les investisseurs qui ont les capacités de financer l'achat de quotas et rentabiliser leur activité. 65 millions \$ ont été consacrés en six ans à la promotion de ces QIT et 650 millions \$ à la promotion de la pêche durable basée sur l'environnementalisme de marché. Pour justifier de telles sommes, il fallait

¹Bonnie TSUI, *The bionic Woman of Good Science*, Pacific Standard, 10 mai 2016.

²Susan RUST, *System turns US fishing rights into commodity, squeezes small fishermen*, the center for investigative reporting, mai 2013

répandre l'idée d'océans vides de poissons à court, moyen et long terme, dramatiser la réalité et les perspectives. Cette politique a été soutenue par des fondations réactionnaires comme Charles Koch Foundation ou Reason Foundation. Mais on trouve aussi des fonds de placements qui contrôlent des multinationales des pêches comme Paines and Partners et The Carlyle Group, ainsi que la Banque Mondiale. Pour justifier cette stratégie de privatisation, les fondations financent des recherches qui fondent leurs choix, même si les chercheurs conservent leur liberté, le cadre et les objectifs de leurs recherches sont orientés. Ainsi, 2 études sur 3 favorables aux QIT ont été financées par des fondations ou entreprises, d'autres l'ont été par le gouvernement américain. L'Université de Californie, Santa Barbara, a reçu 5 millions\$ de la fondation Paul Allen, en lien avec EDF. Cette fondation, créée par le cofondateur de Microsoft, a remplacé Pew comme financeur de Daniel Pauly à Vancouver. La fondation Moore a largement financé des scientifiques comme Ray Hilborn et l'Université de Washington : 6,5 millions \$ entre 2003 et 2016. Chercheur de grand renom, Ray Hilborn a longtemps promu les QIT comme l'une des méthodes de gestion des pêches, même s'il a récemment remis en cause leur intérêt du fait des dérives et de la concentration qu'ils ont entraînées. Les lobbies et fondations sont maintenant très actifs dans la promotion des QIT en Amérique centrale, en particulier la Fondation Oak.

Le contrôle des pêches par le marché et la certification.

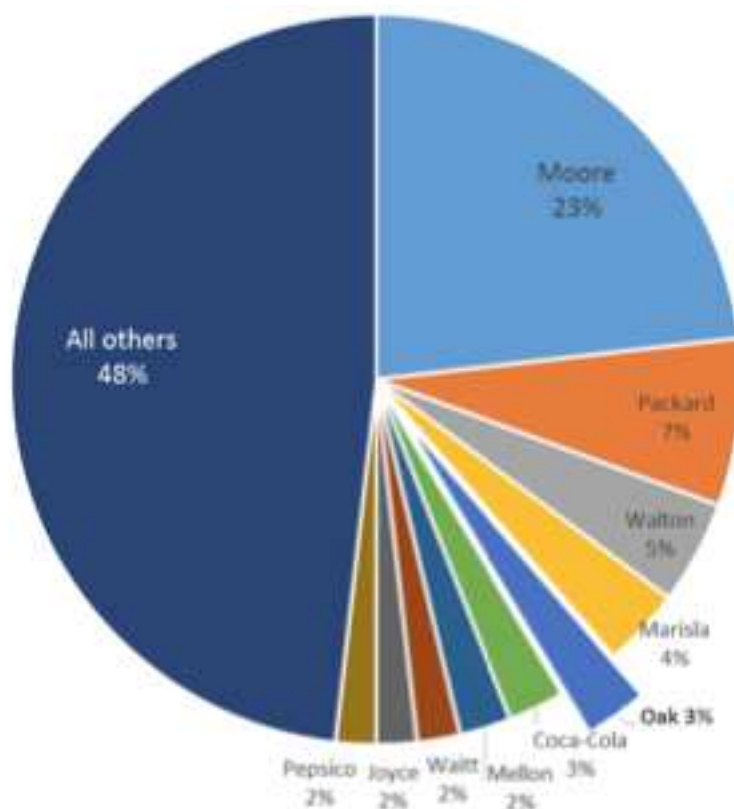
La fondation Moore intervient à la fois dans le financement de la promotion des QIT et le soutien aux politiques de contrôle des marchés par la certification³. C'est le cas également de la fondation Walton, créée par les propriétaires de Walmart, la première entreprise mondiale de distribution. En 2014, cette fondation a donné 39 millions \$ pour la défense des océans dont 18 millions pour le soutien aux QIT et aux programmes de certification MSC, label créé par le WWF. L'essentiel des fonds en faveur des QIT a été attribué à EDF : 9,4 millions \$ en 2014. Le WWF est l'un des plus grands bénéficiaires de cette promotion de la certification. Il a reçu 6 millions \$ de 2013 à 2015 pour promouvoir le MSC. La fondation Packard finance aussi cette politique de contrôle par les marchés, en soutenant par exemple des campagnes de boycott ; elle intervient dans le financement de Greenpeace, il est vrai que cela n'empêche pas Greenpeace de critiquer Hewlett-Packard, la fondation est indépendante de l'entreprise dont elle est issue, ce qui n'est pas le cas de Walton. On retrouve aussi Jane Lubchenco dans la direction de cette Fondation, un personnage incontournable de la politique des pêches aux USA.

Ces campagnes de promotion de la certification posent plusieurs problèmes. Il existe plusieurs programmes de certification concurrents (MSC, Friends of the seas) qui n'ont pas les mêmes points de vue, cela crée beaucoup de confusion et de manipulations possibles. On peut aussi

³ Tate Williams, *The many foundations trying to fix the world's fisheries*, Inside Philanthropy, 29 février 2016.

faire du greenwashing à bon compte quand on voit les liens entre WWF et les grandes multinationales. Comment par ailleurs éviter de léser des pêcheurs qui ne sont pas certifiés et n'ont pas la possibilité ou les moyens de l'être ? Comment faire comprendre au consommateur la différence entre la situation de la morue au Canada et en Europe du Nord quand le message principal perçu et diffusé est qu'il n'y a plus de morue ? Cette certification sert surtout à protéger les intérêts de la grande distribution et des pêcheries industrielles ainsi que ceux des consultants spécialistes de la certification.

Part des diverses fondations dans le financement des pêches et protection des océans



Source Oak

La recherche du profit vertueux et durable

Les banques d'affaires, les fonds d'investissement et de nombreux lobbies environnementalistes marquent un intérêt grandissant pour l'investissement dans des pêches qu'ils considèrent comme durables selon leurs critères. Avec des mesures appropriées, le rétablissement de certains stocks peut être rapide, si les conditions environnementales le permettent. Par ailleurs, la recherche de la valorisation du capital naturel par le développement du tourisme, le carbone bleu, etc, offre des perspectives de profits juteux. C'est ainsi que The Nature Conservancy (TNC) a créé Naturevest avec la banque Morgan ; le WWF se positionne comme un opérateur financier sur les océans et reçoit des financements importants, publics ou privés pour élaborer des politiques et des programmes de gestion en

Europe, en Afrique l'Ouest, en Afrique du sud et dans l'Océan Indien. La fondation Bloomberg soutient trois grosses machines environnementalistes, Rare, Oceana et Encourage Capital (sic). Rare intervient auprès des pêcheurs traditionnels au Brésil, en Chine et aux Philippines. Ils imposent aux pêcheurs leur vision de la pêche durable. La création de droits territoriaux exclusifs s'accompagne toujours de la création de réserves et d'AMP, parfois de la mise en place de QIT. Leur approche est fondée sur l'économie et non sur la promotion des droits humains. Oceana vise plutôt le contrôle de la pêche industrielle et la fin de toute subvention. Encourage Capital en appelle aux investisseurs privés en leur promettant de hauts rendements. La fondation Rockefeller soutient les projets d'Encourage Capital et d'Oceana, par exemple auprès des pêcheurs indonésiens : 2,4 millions \$ en 2015.

La fondation Oak et Belize, un pays test.

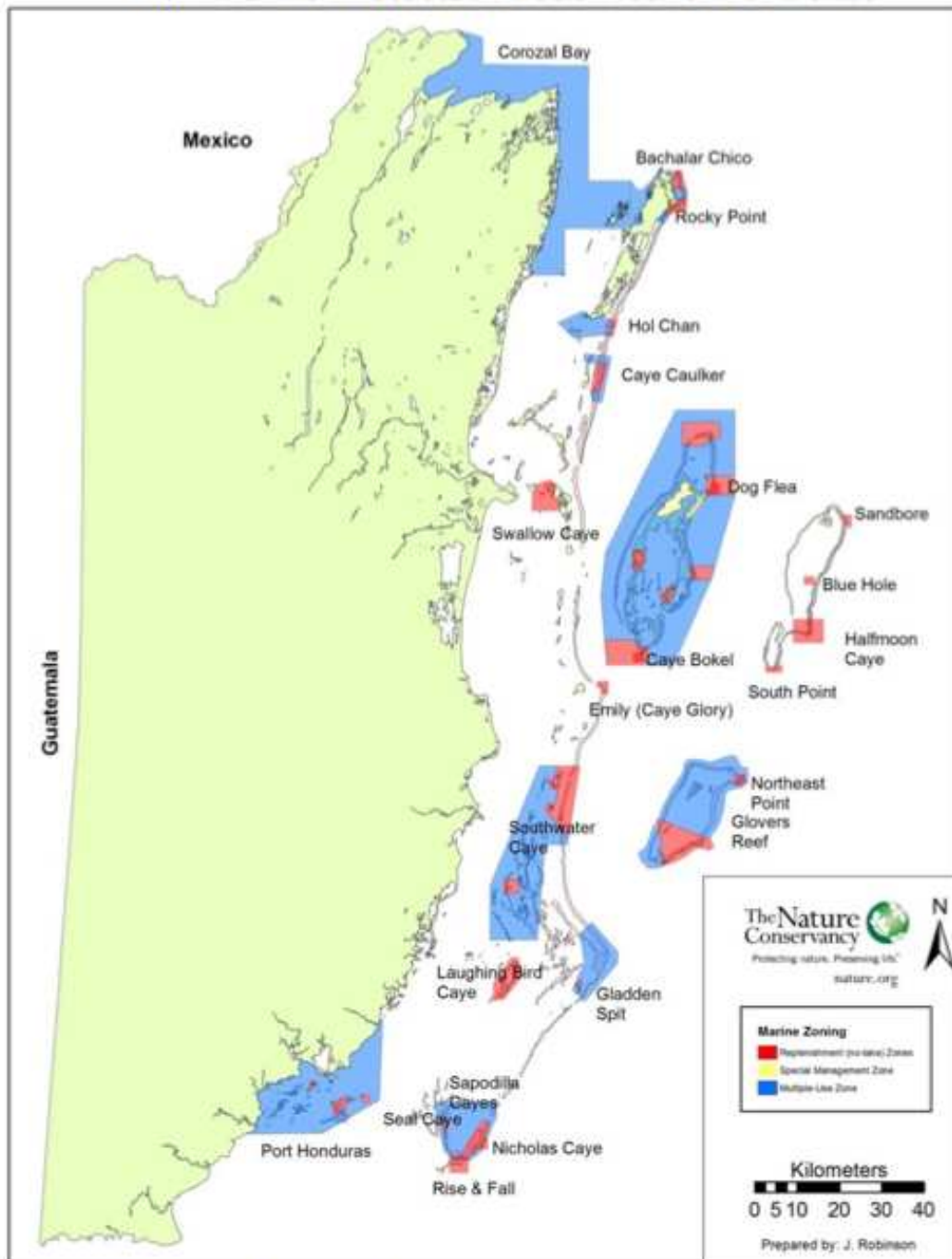
Parmi les fondations intervenant sur les océans, Oak est l'une des plus discrètes. Elle est pourtant la cinquième en importance par ses engagements⁴. Elle a notamment financé avec Pew, la plateforme Océan 2012 en essayant de pousser vers une généralisation des QIT. Oak a investi 15 millions\$ en Europe de 2009 à 2014. L'autre engagement majeur se situe dans un micro-état d'Amérique Centrale, Belize, un pays de 360 000 habitants, en 2016. Il y a environ 2000 pêcheurs dans le pays. L'intérêt pour ce pays s'explique par l'importance des récifs coralliens. L'une des premières réserves y fut créée en 1982 et Oak a soutenu l'extension des réserves et AMP en finançant EDF et TNC. L'US AID est également intervenu. Les sommes engagées par Oak seule, sont considérables : 46 millions\$ en 20 ans. Ceci représente 23 000 \$ par pêcheur sur la période. Bien évidemment, ce ne sont pas les pêcheurs qui ont bénéficié de ces sommes mais les ONG et institutions qui les encadrent, les experts. Bien sûr, Oak et les ONGE ont la prétention d'assurer aux pêcheurs à la fois des ressources et des revenus en les associant à la mise en œuvre des projets, des AMP et des réserves. Cependant, après 20 ans d'intervention, ils sont loin d'être convaincus, comme en témoigne une enquête. « Les pêcheurs ne perçoivent pas les AMP comme un facteur d'amélioration des pêcheries en lien avec leur durabilité. Ils considèrent les AMP comme des restrictions d'accès à leurs zones de pêche traditionnelles pour permettre aux touristes d'y accéder. Pour un pêcheur, une AMP est une réserve et un moyen de gagner de l'argent avec le tourisme »⁵. Une évaluation réalisée pour le compte d'OAK le reconnaît également : « Il n'est pas évident que le programme « mer » ait pris en considération la mission d'Oak de « prendre en compte les problèmes sociaux et environnementaux à l'échelle mondiale, particulièrement ceux qui ont un impact majeur sur la vie des plus démunis ». Le rapport poursuit « si le programme environnement

⁴ Tate Williams, *A top conservation funder shifts to give new attention to fisheries and plastic trash*, Inside Philantropy, 6 mai 2016.

⁵ Rapport « *Fishers perception of MPAs in Belize* » non daté, non signé.

d’Oak a accordé une attention particulière à la participation des communautés, cependant il y a également des financements qui semblent porter peu d’attention à cet aspect »⁶

Figure 1: Marine Protected Areas Network of Belize



Source: The Nature Conservancy

⁶ Cascadian Consulting Group. *Oak, Environment programme evaluation*, septembre 2015, 24p.

Après plus de 20 ans d'engagement à Belize, Oak a décidé de se retirer progressivement du pays pour mener des projets plus globaux de protection des coraux dans les caraïbes et lutter contre la prolifération des plastiques dans les océans.

De nombreux milliardaires américains s'engagent de plus en plus pour la défense des océans et notamment les coraux. C'est le cas de Google qui soutient Oceana. L'un de ses dirigeants, Eric Schmidt a donné 10 millions\$ à l'Aquarium de Monterey Bay qui publie notamment des listes de poissons à consommer ou à bannir. La fondation Bertarelli finance les activités de Pew pour la création de gigantesques réserves dans le Pacifique. Nouveau venu également sur ce créneau, le milliardaire Wyss qui finance Oceana, 10 millions\$ en 2015 ; Oceana est particulièrement choyé par les milliardaires.

Avec la puissance de leurs financements, y compris de recherches scientifiques, ces lobbys environnementaux finissent naturellement par s'imposer comme les seuls détenteurs de vérités scientifiques auprès des médias et du public et les prescripteurs des bonnes solutions. Beaucoup de milliardaires comme Bertarelli, Allen, Di Caprio, sont des passionnés de la mer, mais leur vision est celle qu'ils ont construite sur le pont de leur yacht de luxe et lors de leurs plongées sur les récifs coralliens. C'est un point de vue, il n'est pas certain que ce soit celui qui corresponde aux intérêts des travailleurs de la pêche.

Alain Le Sann

Mai 2016.